



# Dix ans, l'âge de déraison

Retour sur les leçons  
tirées de la crise de 2007

Pour Agnès Bénassy Quéré, les politiques ont appris de la crise au moins autant que les financiers

Photo: Hervé Montaigu

Marc Fassone

Agnès Bénassy Quéré, professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, était invitée par la fondation Idéa pour débattre sur le sujet de savoir ce que nous avons appris de la crise de 2007 qui soit susceptible de mieux nous préparer à la suivante.

D'où qu'elle vienne d'ailleurs. Et le champ des possibles semble infini pour la chercheuse pour qui les sources d'inquiétude restent nombreuses, qu'elles soient classiques – les pays émergents par exemple – ou moins évidentes comme, par exemple, la transformation du métier de la banque qui risque fort de ne pas être suffisamment prise en compte par les régulations actuelles.

Rappelant que la crise est finalement un «mode de fonctionnement normal de l'économie depuis toujours», la question est moins de prévenir les crises que de pouvoir gérer les dégâts qu'elles causeront. Et c'est ici que l'on verra si ce que l'on a appris pourra nous servir.

Justement, qu'a-t-on appris depuis 2007? Les leçons sont de trois ordres pour Agnès Bénassy Quéré.

«Nous avons d'abord appris, ou réappris, l'importance de la régulation et du contrôle des banques. Nous avons également redécouvert l'importance des politiques macroéconomiques. Il est primordial d'avoir à disposition une panoplie ne se limitant pas aux seuls taux d'intérêt. On a ainsi redécouvert les mérites de développer une politique budgétaire, un sujet qui suscitait beaucoup de scepticisme avant la crise. D'autres outils sont également apparus comme les assouplissements quantitatifs ou le guidage des anticipations. On a également redécouvert la politique micro-prudentielle qui vient en complément pour réguler le cycle financier.» A ces leçons «générales», l'écono-

miste ajoute des leçons particulières pour la zone euro. Pour elle, la crise a mis en évidence l'équilibre instable des traités qui ont créé une union monétaire sans union bancaire ni union budgétaire. Et qui ont interdit la monétisation, le renflouement et le défaut. Autant de points qui sont en train d'être corrigés. Lentement certes, notamment à cause de la résistance de l'Allemagne.

Une Allemagne pour qui chacun doit gérer son héritage budgétaire et financier, pour qui la croissance viendra uniquement des réformes structurelles et qui ne croit pas à la stabilisation macroéconomique. Si des progrès ont été faits en matière d'union ban-

caire et par rapport aux incohérences des traités, rien ne bouge en matière de coordination des politiques économiques. Quant à l'union budgétaire, on ne fait qu'en parler. Ne serait-ce que parce que personne n'est d'accord sur les buts à poursuivre: gérer l'héritage de la dette, investir dans la croissance et la sécurité ou disposer d'un outil de stabilisation macroéconomique.

Pour débloquer politiquement la situation, Agnès Bénassy Quéré plaide pour une union pour l'emploi qui unifierait les standards sur les marchés nationaux, créerait un vrai marché unique du travail et assurerait une solidarité pour les «perdants» de la globalisation et de la digitalisation.

Pour elle, les moyens financiers sont là, il suffirait juste de mieux les employer. Ces leçons survivront-elles à la vague de dérégulation bancaire «compétitive» qui s'annonce depuis Washington et Londres?

Agnès Bénassy Quéré le pense, car les décideurs en Europe ont compris qu'un secteur bancaire et financier déséquilibré pèserait sur les finances publiques.

”

*La crise est finalement un mode de fonctionnement normal de l'économie depuis toujours. La question est moins de prévenir les crises que de pouvoir gérer les dégâts qu'elles causeront.*